

**Arrêté n° 1092/22
portant refus de pose d'enseignes**

LE MAIRE DE LA VILLE DE SELESTAT

- VU** la demande n° AP 067 462 22 0027 présentée le 13 juillet 2022 par Madame Audrey GREDER concernant la pose d'enseignes « Les Sens Zen », 2 place Vanolle à Sélestat,
- VU** l'avis défavorable de l'Architecte des Bâtiments de France réceptionné en Mairie de Sélestat en date du 19 août 2022,
- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L581-18, R581-9 à R581-13, R581-58 à R581-65,
- VU** le Règlement Local de Publicité de Sélestat approuvé en date du 27 octobre 2016 et entré en vigueur en date du 3 novembre 2016,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L581-14-2 du Code de l'environnement, l'autorité de police de la publicité est le Maire lorsqu'un Règlement Local de Publicité est en vigueur,

CONSIDERANT que l'immeuble où sont projetées les enseignes faisant l'objet de la demande précitée est situé à moins de 100 mètres et dans le champ de visibilité de plusieurs immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et, qu'en conséquence, le projet présenté doit faire l'objet de l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France prévu par l'article R581-16-II-1° du Code de l'environnement,

CONSIDERANT que l'Architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord au projet qui est de nature, en l'état, à porter atteinte à la conservation et à la mise en valeur des monuments historiques ou à leurs abords. En l'occurrence, « *la multiplication des panneaux et messages altère la perspective des monuments historiques. De plus, la teinte des enseignes parallèles et la dimension du logotype ne sont pas en harmonie avec la façade* ».

CONSIDERANT que l'article 3.1.7 du Règlement Local de Publicité de Sélestat dispose que « *seules les enseignes lumineuses avec éclairage indirect sont autorisées à la condition que les sources de lumière soient dissimulées* ».

arrête :

ARTICLE 1 :

L'installation des enseignes faisant l'objet de la demande précitée, selon les descriptifs et plans joints à cette demande, est refusée.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la Ville de Sélestat (Mairie de Sélestat – 9 place d'Armes – 67600 Sélestat) dans le délai de deux mois à compter de sa notification,
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg (par courrier : 31 avenue de la Paix, BP 51038, 67070 STRASBOURG Cedex – par voie électronique, via le site de téléprocédures : <http://www.telerecours.fr>) dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg (par courrier : 31 avenue de la Paix, BP 51038, 67070 STRASBOURG Cedex – par voie électronique, via le site de téléprocédures : <http://www.telerecours.fr>) après un recours gracieux, dans un délai de deux mois à compter de la réponse de l'administration ou en cas d'absence de réponse pendant deux mois, valant rejet implicite, dans un délai de deux mois suivant ce rejet implicite.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

AJ/FK

Sélestat, le 5 septembre 2022,
Le Maire,



Marcel BAUER

Copie transmise à :

*M^{me} la Sous-Préfète de l'Arrondissement de Sélestat-Erstein,
M. le Président du Tribunal de Proximité,
M^{me} Geneviève MULLER-STEIN, Adjointe au Maire
M. Robert ENGEL, Conseiller Municipal Délégué
Service Affaires Juridiques
M^{me} Carmen KOEGLER, DUHPVE
Le demandeur*